

L'extrémisme violent

Les réseaux djihadistes après la chute du pseudo-califat de Daech

Jean-Pierre Filiu

Professeur à Sciences Po

Paris School of International Affairs (PSIA)

« L'Etat islamique en Irak et au Levant », connu sous son acronyme arabe de Daech, a été proclamé en avril 2013 dans la ville syrienne de Raqqa, sous la direction d'Abou Bakr al-Baghdad¹. En juin 2014, Daech s'empare en quelques jours de Mossoul, la deuxième cité d'Irak, et, peu après, Baghdadi s'y arroge spectaculairement la dignité de « calife ». Daech organise son assise territoriale en différentes « provinces »², terme aussi utilisé pour désigner ses filiales en nombre croissant. Daech a perdu Mossoul, en juin 2017, après neuf mois de la plus importante bataille urbaine depuis la Seconde guerre mondiale. Cette chute a été suivie de la reconquête de Raqqa, détruite par les combats à 80 %.

Daech ne contrôle plus désormais de territoire entre la Syrie et l'Irak où avait prospéré durant trois ans son pseudo-califat. La menace djihadiste demeure cependant sérieuse, du fait des réseaux que Daech continue d'animer et d'inspirer. Afin de mieux saisir cette réalité en constante évolution, une approche en trois parties sera suivie : d'abord, le suivi des « vétérans français du jihad mondialisé »³, qui avaient été étudiés dans un article d'un précédent annuaire IEMed de la Méditerranée ; ensuite, le cas d'école de la « Province du Sinaï » de Daech, qui ne cesse de se développer depuis la chute du pseudo-califat ; enfin, la situation en Libye d'où des réseaux ont pu être organisés en direction de la Tunisie voisine, mais aussi de l'Europe.

La fin des « vétérans » français

Boubaker al-Hakim, fondateur dès 2003 de la « filière des Buttes-Chaumont », active entre la France, la Syrie et l'Irak, a été le maître à penser des frères Chérif et Saïd Kouachi, auteurs de la tuerie de *Charlie Hebdo* (12 morts), en janvier 2015 à Paris. Il avait alors intégré la hiérarchie opérationnelle de Daech⁴ sous le nom de guerre d'Abou Mouqatel. En novembre 2016, Hakim est tué dans une frappe américaine sur Raqqa. Il rejoint ainsi la désormais longue liste des « vétérans » français éliminés, les uns après les autres, dans des bombardements de la coalition anti-Daech constituée sous l'égide des Etats-Unis : Salah Gourmat, propagandiste très actif dans la jihadosphère sous le pseudonyme d'« Ichigo Turn » ; Rachid Marghich, Wissem al-Mokhtari et Walid Hamam, tous trois originaires de Trappes et proches des kamikazes du Bataclan ; Charaffe al-Mouadan, lui aussi lié aux terroristes du Bataclan ; Macreme Abrougui, inspirateur d'une tentative d'attentat, heureusement avortée, contre une église à Villejuif, en avril 2015. En revanche, Salim Benghalem, qui accueillait les « volontaires » français de Daech sous le nom d'Abou Mohammed, aurait échappé à plusieurs tentatives de liquidation. Il a été condamné par contumace, en janvier 2016 en France, à 15 ans de prison pour sa contribution à l'envoi en Syrie de djihadistes du Val-de-Marne en 2012-13. Il avait aussi été identifié comme un des geôliers des otages français détenus par Daech en 2013-14. L'enquête sur les attentats du 13 novembre 2015 à Paris et Saint-Denis (130 morts, outre les 7 terroristes) avait mis en relief son

¹ Abou Bakr al-Baghdadi est le pseudonyme d'Ibrahim al-Badri al-Samarrai, né en 1971, non loin de la ville irakienne de Samarra.

² Le mot arabe pour « province » est *wilaya*.

³ FILIU, JEAN-PIERRE. « Les Vétérans français du jihad mondialisé », *Annuaire IEMed de la Méditerranée 2016*. Barcelone : IEMed 2016, pp.45-49. www.iemed.org/observatori/arees-danalisi/arxius-adjunts/anuari/med.2016/IEMED_MedYearBook_Veterans_djihad_mondialise_Filiu.pdf

⁴ La branche de Daech chargée des attentats à l'étranger est désignée sous le terme générique d'*Emni*, soit « Sécurité ».

rôle de commanditaire. De même, Fabien Clain, qui avait revendiqué ces attentats au nom de Daech, a diffusé un message audio en janvier 2018 et serait donc toujours en fuite.

Quant à Thomas Barnouin, condamné à 15 ans de prison par contumace pour sa participation à une « filière » djihadiste, il a été capturé en décembre 2017 par les milices kurdes⁵ qui contrôlent le Nord-Est de la Syrie. Son sort, comme celui de ses deux compatriotes également détenus par les YPG, Romain Garnier et Thomas Collange, pose de délicats problèmes juridiques : la France ne saurait reconnaître l'autorité, et encore moins le jugement, d'une milice, à la différence de l'Etat irakien dont elle accepte les décisions de justice (la peine de mort étant en vigueur en Irak, la ministre française de la Justice a envisagé d'intervenir si celle-ci venait à être prononcée contre un ressortissant français).

De manière générale, la France a tout fait pour éviter le retour sur son territoire de djihadistes complices d'attentats ou auteurs de crimes de sang. Mais les cas de Bengahem et de Clain, entre autres, prouvent que des terroristes confirmés ont pu échapper à la fois aux frappes de la coalition et aux milices alliées à celle-ci. Certes, la France n'a pas connu d'attentat depuis le meurtre d'un policier sur les Champs-Élysées, le 20 avril 2017. Daech avait revendiqué cet attentat, en diffusant cependant une fausse identité du terroriste, ce qui révélait moins une responsabilité opérationnelle qu'une récupération opportuniste. Les coups terribles infligés à Daech par la coalition occidentale, et a fortiori la libération de Mossoul, puis de Raqqa, ont indéniablement affaibli les réseaux djihadistes et leur capacité à frapper la France et ses voisins européens. Cet affaiblissement très sensible n'équivaut pourtant pas à une extinction d'une telle menace terroriste.

Il convient en effet de rappeler que la « victoire » contre ce qui n'était alors que « l'Etat islamique en Irak » avait déjà été proclamée en 2011. Les politiques sectaires menées par les régimes en place à Bagdad et à Damas, à l'encontre de la population sunnite, avaient cependant permis à « l'Etat islamique » de se reconstituer en Syrie, puis en Irak, jusqu'à l'apogée de son pseudo-califat. Or ces mêmes populations sunnites sont toujours exclues et marginalisées, voire

Un retour de flamme de Daech, nourri du ressentiment sunnite et de l'absence de réelle reconstruction à Mossoul et à Raqqa, est tout à fait envisageable dans les prochaines années

réprimées, là où la coalition occidentale a choisi de s'appuyer sur des partenaires majoritairement chiites en Irak et kurdes en Syrie. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, un retour de flamme de Daech, nourri du ressentiment sunnite et de l'absence de réelle reconstruction à Mossoul et à Raqqa, est tout à fait envisageable dans les prochaines années. D'autant que « l'Etat islamique » ne comptait plus que 700 combattants en 2011 contre dix fois plus entre la Syrie et l'Irak aujourd'hui. En outre, les filiales de Daech n'ont jamais été aussi actives, à commencer par sa « Province du Sinaï ».

Des djihadistes enracinés au Sinaï

La péninsule largement désertique du Sinaï ne compte que six cents mille habitants, dont les deux tiers sont des Bédouins rattachés à une quinzaine de tribus (le tiers restant se répartit entre « Egyptiens de la vallée du Nil » et Palestiniens). C'est le ressentiment de cette population bédouine à l'encontre d'une armée égyptienne perçue comme une troupe d'occupation qui a favorisé le développement à partir de 2011 des Partisans de Jérusalem (Ansar Beit-Maqdis / ABM). Ce groupe djihadiste, lié à la contrebande d'armes avec Gaza, s'est consolidé dans l'oasis de Sheikh Zuwayd, située entre Al-Arich et Rafah. L'extrême brutalité de la répression égyptienne, et surtout les châtiments collectifs qui l'ont accompagnée, n'ont fait qu'élargir la base de cette guérilla fondamentalement bédouine et locale. Le général Abdelfattah Sissi a renversé en juillet 2013 le seul président démocratiquement élu de l'histoire de l'Égypte, le Frère musulman Mohammed Morsi, dont la gestion calamiteuse avait jeté des millions d'Egyptiens dans les rues. Sissi, promu

⁵ Il s'agit des Unités de protection du peuple (YPG), la branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), elles-mêmes intégrées aux Forces démocratiques syriennes (FDS), soutenues par la coalition occidentale

ensuite maréchal, avant d'abandonner ses titres militaires lors de son accession à la présidence, en mai 2014, accuse l'ensemble de ses opposants de « terrorisme », qu'ils soient islamistes, laïcs ou nationalistes. L'escalade de la répression a, selon un processus déjà à l'œuvre dans d'autres pays arabes, nourri une poussée aux extrêmes djihadistes. Mais, à la différence du régime Assad, dont les jeux troubles ont **directement** alimenté la montée en puissance de Daech, c'est l'inefficacité patente de l'armée égyptienne qui est **indirectement** responsable de l'enracinement djihadiste dans le Sinaï.

ABM a perpétré, le 24 octobre 2014, une des plus sanglantes de ses opérations, avec trente membres des forces de sécurité tués et au moins un char M60 détruit. Le Sinaï, décrété zone militaire, est interdit à la presse, elle-même sanctionnée si elle contredit les bilans officiels de l'armée. Deux semaines plus tard, les djihadistes égyptiens prêtaient allégeance à Daech, dont ils devenaient officiellement la « Province du Sinaï ». Le régime Sissi, engagé dans une campagne tous azimuts contre le « terrorisme », s'avéra incapable de regagner le soutien d'une partie au moins des Bédouins du Sinaï pour les détourner de Daech. Bien au contraire, les destructions méthodiques d'agglomérations entières ont déraciné des milliers de personnes, devenues encore plus vulnérables au recrutement djihadiste. C'est notamment le cas dans la partie égyptienne de Rafah, une ville séparée en deux, avec une partie palestinienne de l'autre côté de la frontière, dans la bande de Gaza.

La « Province du Sinaï » a mené, le 1er juillet 2015, une vingtaine d'attaques coordonnées contre les forces de sécurité. Le bilan officiel de 21 morts était très certainement sous-évalué et des sources sur le terrain parlaient de 70 tués dans les rangs gouvernementaux. Deux semaines plus tard, un navire de la marine égyptienne était coulé en Méditerranée par un missile djihadiste. Le 31 octobre, 224 personnes périrent dans la destruction au-dessus du Sinaï d'un avion russe de la compagnie Metrojet. Malgré la revendication par la « Province du Sinaï », il faudra plusieurs jours à Moscou et plusieurs mois au Caire pour accepter la réalité de l'attaque terroriste. L'avion a de fait été piégé par Daech avant son décollage de l'aéroport de Charm al-Cheikh, une des dernières destinations touristiques encore populaires en Égypte. L'impact de cet attentat sur un secteur déjà sinistré fut terrible.

Daech se tourna ensuite contre la minorité copte du Sinaï, contrainte par une campagne d'assassinats à abandonner ses foyers pour se réfugier ailleurs en Égypte. Ce n'était pourtant que le début d'une vague de terrorisme anti-copte que Daech a poursuivie jusqu'au Caire (25 morts, le 15 décembre 2016), à Alexandrie et dans le delta du Nil (44 morts lors du Dimanche des Rameaux 2017) : des églises ont à chaque fois été frappées par des attentats-suicides, même si le patriarche copte, visé par l'explosion d'Alexandrie, en est sorti indemne. Les rodomontades de Sissi et de ses généraux ne se traduisaient donc pas par un recul de Daech dans le Sinaï, mais par une extension de la violence djihadiste au reste du territoire égyptien.

À la différence du régime Assad, dont les jeux troubles ont directement alimenté la montée en puissance de Daech, c'est l'inefficacité patente de l'armée égyptienne qui est indirectement responsable de l'enracinement djihadiste dans le Sinaï.

La pire tuerie de l'histoire contemporaine de l'Égypte a été perpétrée par Daech, le 24 novembre 2017, dans une mosquée du Nord-Sinaï, à Bir al-Abed. Pas moins de 311 personnes y ont été massacrées par des commandos djihadistes qui avaient encerclé le bâtiment en pleine prière du vendredi. La liberté de mouvement des bourreaux a tellement choqué que Sissi a exigé le rétablissement de la sécurité dans le Sinaï dans un délai de trois mois, un ultimatum évidemment impossible à tenir. Le bain de sang visait une communauté d'inspiration soufie, dont le mysticisme est jugé « hérétique » par Daech. Mais il frappait aussi des Bédouins apparemment tentés par une forme de collaboration avec l'armée. Daech rappelait ainsi par ce carnage que les forces de sécurité, bien en peine de se protéger elles-mêmes dans le Sinaï, étaient incapables de garantir la vie d'éventuels partenaires locaux.

La progression apparemment inexorable de la terreur djihadiste dans le Sinaï a permis à Daech de s'enraciner dans une région stratégique, au carrefour de l'Afrique et de l'Asie, alors même que son pseudo-

Le Sinaï est devenu aujourd'hui le plus dangereux abcès de fixation djihadiste au sud de la Méditerranée

califat s'effondrait en Syrie et en Irak. Un conflit autour de la bande de Gaza, comme en novembre 2012 ou à l'été 2014, risquerait cette fois de s'étendre au Sinaï en cas de provocation djihadiste. Ce scénario-catastrophe est pris suffisamment au sérieux en Israël pour entraîner d'ores et déjà une intervention discrète en soutien au régime Sissi : le « *New York Times* » a révélé que, en 2016-17, une centaine de frappes, généralement par drones, ont été menées par Israël contre des cibles djihadistes dans le Sinaï, soit un rythme moyen d'une frappe hebdomadaire⁶. Cette assistance aussi officieuse que substantielle n'a pourtant pas permis aux forces armées égyptiennes de reprendre la main dans le Sinaï, devenu aujourd'hui le plus dangereux abcès de fixation djihadiste au sud de la Méditerranée.

Le nœud libyen

La situation est paradoxalement moins préoccupante dans la Libye toujours déchirée que dans l'Égypte à la botte de Sissi. Elle reste cependant d'autant plus inquiétante que Daech compte en Libye trois « provinces » correspondant aux divisions historiques entre la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Fezzan. Les partisans de Baghdadi ont d'abord pris pied en 2014 à Derna, en Cyrénaïque, profitant sur place des réseaux actifs dans l'envoi de « volontaires » vers la Syrie et l'Irak. Ils ont ensuite mis en scène, avec leur sadisme habituel, la décapitation de 21 Coptes égyptiens, en février 2015, sur une plage de Tripolitaine. Ils ont alors établi un camp d'entraînement à Sabratha, non loin de la frontière tunisienne. Ce furent d'ailleurs des terroristes tunisiens formés dans ce camp qui frappèrent le musée du Bardo à Tunis (22 morts, le 18 mars 2015) et une plage de Sousse (39 morts, dont 30 Britanniques, le 26 juin 2015). Boubaker al-Hakim, dont on a vu le rôle dans les attentats de Daech en France, portait aussi une responsabilité dans ces tueries, car ce Franco-Tunisien avait en 2011-13 organisé un groupe djihadiste en

Tunisie, visée depuis la Libye par Daech comme la France l'était depuis la Syrie.

L'affrontement entre les deux gouvernements concurrents de Tripoli et de Tobrouk n'a pu que favoriser l'implantation de Daech. Le seigneur de la guerre Khalifa Haftar, maître de Tobrouk, se rêverait tellement en émule égyptien de Sissi qu'il lui a emprunté son titre de « maréchal ». Comme en Égypte, la stigmatisation de toute opposition comme « terroriste » fait le jeu des terroristes avérés. Daech parvint ainsi à s'emparer de Syrte, à mi-chemin entre Tripoli et Tobrouk, puis à contrôler une bande côtière au centre du pays. Cette emprise territoriale compensait très largement la destruction du camp de Sabratha dans un bombardement américain, en février 2016. Haftar préférait étendre son influence jusqu'au « Croissant pétrolier » du Golfe de Syrte, par où transite l'essentiel des exportations d'hydrocarbures, que d'affronter directement Daech. Ce furent donc les milices de Misrata, loyales au « gouvernement d'union nationale » mis en place par l'ONU, qui se lancèrent dans la bataille de Syrte, libérée de Daech au prix de très lourdes pertes en décembre 2016.

Les partisans de Baghdadi avaient donc perdu leur assise territoriale en Libye avant même de la perdre en Syrie et en Irak. Mais ils avaient été en mesure, dans l'intervalle, d'impulser une dynamique nouvelle à des réseaux destinés à frapper l'Europe. Des documents de Daech saisis à Syrte ont ainsi révélé l'existence d'une cellule djihadiste à Milan, la ville où le Tunisien Anis Amri a été abattu par la police, le 23 décembre 2016, quatre jours après avoir écrasé 12 personnes sur un marché de Noël à Berlin. L'incroyable cavale d'Amri, signalé, après l'attentat, à Amsterdam, Bruxelles et Lyon, n'a pas livré tous ses secrets. Il est en revanche certain qu'Amri communiquait avec des djihadistes tunisiens en Libye. La connexion libyenne est encore plus forte dans le cas de Salman Abedi, auteur d'un attentat-suicide en plein concert à Manchester (22 morts, le 22 mai 2017) : le terroriste, ressortissant britannique d'origine libyenne, avait, lors de séjours dans le pays de naissance de ses parents, noué des relations avec Daech à Tripoli et à Sabratha.

A la différence de la « Province du Sinaï », toujours encadrée par des Bédouins locaux, Daech a été en

⁶ DAVID KIRKPATRICK. « Secret alliance : Israel carries out strikes in Egypt, with Cairo's OK », *New York Times*, 3 février 2018.

Libye pris en mains par des commissaires politiques dépêchés par Baghdadi. L'internationalisation de cette branche libyenne, ainsi que les multiples facilités de transit par la côte ou par la Tunisie, expliquent ainsi l'importance des réseaux animés depuis la Libye sur le continent européen. La perte par Daech de Sabratha, et surtout de Syrte, a cependant contraint les djihadistes à se replier vers le Sud désertique de la Libye, affaiblissant d'autant leurs capacités de projection vers l'Europe. On ne peut qu'espérer que cet affaiblissement soit durable, même si toute victoire définitive contre Daech en Libye reste subordonnée à l'établissement d'autorités enfin légitimes sur l'ensemble du pays.

Toute victoire définitive contre Daech en Libye reste subordonnée à l'établissement d'autorités enfin légitimes sur l'ensemble du pays

Le débat actuel en Europe reste très polarisé sur la question du retour des djihadistes engagés au Moyen-Orient, d'un ordre de grandeur de 5 000 pour l'Europe occidentale, avec 1 500 déjà revenus⁷. Mais aucun des attentats de Daech qui ont frappé l'Europe en 2017 n'a été perpétré par un « vétéran » rentré de Syrie ou d'Irak. Une analyse de ces réseaux djihadistes en profonde mutation se doit de rappeler une triste

évidence : des cellules dormantes, implantées de longue date, peuvent tout autant semer la terreur que des djihadistes infiltrés ou commandités depuis le Moyen-Orient. Telle est la tragique leçon des attentats de Barcelone et de Cambrils (15 morts les 17 et 18 août 2017) qui ont mobilisé une cellule forte de douze terroristes. En outre, le fait que l'Espagne ne participe pas à la coalition anti-Daech n'a pas épargné sa population, ce qui invalide une fois de plus l'interprétation des attentats de Daech comme « représailles » à des frappes occidentales. La « campagne d'Europe » qu'a lancée Daech en mai 2014, avec l'attaque du musée juif de Bruxelles (4 morts), n'est sans doute pas close, même si le « califat de la terreur » de Baghdadi a disparu comme entité constituée. L'impératif d'une authentique politique européenne de l'anti-terrorisme n'en demeure que plus urgent.

Références bibliographiques

Filiu, Jean-Pierre. *Généraux, gangsters et jihadistes, Histoire de la contre-révolution arabe*. Paris : La Découverte, 2018.

HENIN, NICOLAS. *Jihad Academy, Nos erreurs face à l'Etat islamique*. Paris : Livre de Poche, 2016.

SALLON, HÉLÈNE. *L'Etat islamique de Mossoul, Histoire d'une entreprise totalitaire*. Paris : La Découverte, 2018.

⁷ ERIC SCHMITT. « Thousands of ISIS fighters flee to Syria, many to fight another day », *New York Times*, 4 février 2018.